

Ordonnance n°96-10 du 19 Chaabane 1416 correspondant au 10 Janvier 1996, modifiant et complétant le décret n°93-10 du 23 Mai 1996 relatif à la bourse des valeurs mobilières.

(Paru au JORA n°3 du 14/01/1996)

Le président de la République,

Vu la constitution et notamment ses articles 115 et 117;
Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire, et notamment ses articles 5,25 et 26 (alinéa 5);
Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966, modifiée et complétée portant code de procédure civile;
Vu l'ordonnance n°66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée portant code pénal;
Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975 modifiée et complétée portant code civil;
Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 modifiée et complétée portant code de commerce;
Vu la loi n° 88-01 du 12 Janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques;
Vu la loi n° 90-10 du 14 Avril 1990 relatif à la monnaie et au crédit;
Vu le décret législatif n°93-10 du 23 mai 1993 relatif à la bourse des valeurs mobilières;
Vu l'ordonnance n°95-22 du 29 Rabie El Aouel 1416 correspondant au 25 septembre 1995 relative à la privatisation des entreprises publiques;
Vu l'ordonnance n°95-25 du 30 Rabie Ethani 1416 correspondant au 25 septembre 1995 relative à la gestion des capitaux marchands de l'Etat.

Après adoption par le Conseil national de transition;

Promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

Article premier: L'article 5 du décret législatif n°93-10 du 23 mai 1993 relatif à la bourse des valeurs mobilières est complété comme suit :

Toutefois, les négociations sur les titres obligataires cotés en bourse, émis par l'Etat, les autres personnes de droit public ainsi que par les sociétés par actions, peuvent se dérouler hors bourse, selon la procédure du gré à gré entre les intervenants du marché.

Un règlement de la Commission détermine les conditions de réalisation de ces négociations ainsi que la qualité de ces intervenants.

Les dispositions du 1er alinéa du présent article sont applicables pour une durée de dix huit mois renouvelable par la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse(COSOB).

Article 2: L'article 6 du décret législatif n°93-10 du 23 mai 1993, sus-visé, est modifié et complété comme suit :

L'activité d'intermédiaire en opérations de bourse peut être exercée, après agrément de la Commission, par des personnes physiques ou par des sociétés par actions constituées à titre principal pour cet objet.

Ces intermédiaires peuvent également exercer l'activité d'intermédiation dans des marchés de transactions sur des valeurs mobilières et autres produits non admis en

bourse, dans les conditions fixés par les dispositions législatives et réglementaires qui régissent ces marchés.

Article 3: Les alinéas 2 et 3 de l'article 7 du décret législatif n°93-10 du 23 mai 1993, susvisé, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

En outre, les capitaux confiés aux intermédiaires en opérations de bourse par leurs clients pour être investis en valeurs mobilières doivent être movimentés par voie de virement bancaire.

Article 4: La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République Algérienne Démocratique et Populaire.

Fait à Alger, le 19 Chaabane 1416 Correspondant au 10 janvier 1996.

Liamine ZEROUAL